



PROCEDURE A RESPECTER EN CAS D'INTEMPÉRIES ET IMPRATICABILITÉ DES TERRAINS POUR LES COMPÉTITIONS GÉRÉES PAR LE DISTRICT DE LA SARTHE

Préambule

Nous vous informons qu'avec la nouvelle Ligue des Pays de la Loire, chaque district est désormais **indépendant** pour décider un report général ou non de ces rencontres départementales.

C'est pourquoi, nous préconisons aux municipalités et aux clubs de nous transmettre les arrêtés municipaux d'interdiction d'utilisation des terrains de football LE VENDREDI VEILLE DE MATCH – AVANT 17H30 (par mail : intemperies@sarthe.fff.fr).

Le District, en fonction du nombre d'arrêtés reçus et des conditions météo, sera alors plus en mesure d'annuler (ou non) la journée partiellement (samedi seulement) ou globalement (samedi / dimanche) le plus tôt possible.

En cas de maintien des compétitions, les arrêtés arrivant le samedi matin (avant 12h) pour les championnats ou coupes du district seront bien évidemment pris en compte (voir procédure ci-après, cas n°1). Pour ceux arrivant après le samedi 12h, ils devront faire l'objet d'une procédure d'urgence (voir procédure ci-après, cas n°2).

1. ARRETE MUNICIPAL COMMUNIQUÉ AU DISTRICT LE SAMEDI AVANT 12H

En cas d'intempéries et d'impraticabilité partielle ou totale d'un terrain actée par arrêté municipal (ou décision privée), le **CLUB RECEVANT** dont l'équipe évolue dans un CHAMPIONNAT DEPARTEMENTAL du District de la Sarthe (compétitions seniors - jeunes - féminines), doit suivre la procédure suivante :

- 1) Les clubs disputant un championnat de District dont le terrain est impraticable pour la rencontre du samedi ou dimanche, doivent alerter, le district « *idéalement* » le vendredi précédent la rencontre avant 17h30 (*autorisation jusqu'au samedi 12h00 néanmoins pour traitement par le secrétariat du district*) à l'adresse mail suivante :

intemperies@sarthe.fff.fr

Sauf situations exceptionnelles, ces dispositions ne concernent pas les terrains stabilisés et les terrains synthétiques, et les rencontres de Futsal.

- 2) La municipalité ou le club avisent le District de son intention de fixer l'interdiction d'utiliser le terrain. Dans tous les cas la commission compétente peut procéder à une visite préalable.
- 3) De plus, pour les rencontres se disputant du lundi au vendredi, les clubs devront prévenir le District 24 heures avant la date du match par fax ou courriel avec accusé de lecture.
- 4) En cas d'arrêté municipal, pris dans les délais réglementaires fixés aux alinéas ci-dessus, **le club devra préciser quelles sont les rencontres concernées en District (seniors et jeunes) et les installations qui pourraient être utilisées comme terrain de repli**. Il est rappelé qu'un arrêté peut être partiel afin, par exemple, de limiter l'utilisation d'un terrain à une seule rencontre sur un week-end.

Ces choix devront être effectués dans le respect des dispositions des articles 16 et 18 du présent règlement.

- 5) La Commission d'Organisation pourra prononcer l'inversion d'une rencontre s'agissant des matchs aller afin que celle-ci se déroule sur le terrain du club initialement visiteur. Dans ce cas, le match retour se déroulera sur le terrain du club qui se sera déplacé au match aller. Pour des raisons tenant à la régularité et à l'équité des compétitions, cette modification du calendrier est insusceptible d'appel.
- 6) Dans tous les cas l'arrêté municipal ou la décision privée devront être affichés d'une part à l'entrée du stade et d'autre part à l'entrée des vestiaires arbitres. Les parties concernées seront avisées par Internet de la décision du district (footclubs), notamment en cas de report, l'absence d'affichage sur Internet par l'une ou l'autre des instances devra être assimilée à un refus de report en l'état. L'arbitre sera, alors, seul juge de la décision de report.

**2. ARRETE MUNICIPAL EMIS PAR LA MUNICIPALITE
LE SAMEDI APRES 12H – JUSQU'AU DIMANCHE 11H
PROCEDURE D'URGENCE A RESPECTER**

- 7) Dans le cas d'un arrêté municipal d'interdiction d'utilisation pris trop tardivement pour que le secrétariat du district puisse en être informé durant ses heures d'ouverture (samedi après 12h), le club qui reçoit doit mettre tout en œuvre pour éviter à son adversaire de se déplacer. Il doit le prévenir téléphoniquement et lui transmettre par mail l'arrêté municipal en mettant le district en copie. La réception de celui-ci autorise le club visiteur à ne pas se déplacer. Par ailleurs, l'animateur de la commission compétente devra également être informé de cet arrêté tardif :
 - Président : Franck Plouse ☎ 06.71.87.21.10
 - Seniors : Gilles Sepchat ☎ 06.16.74.16.69
 - Jeunes : Patrick Vaucel ☎ 06.89.61.15.44
- 8) L'arrêté municipal ou la décision privée devra néanmoins être impérativement affiché d'une part à l'entrée du stade et d'autre part à l'entrée des vestiaires arbitres. En outre, l'accès au stade devra être libre.

**3. PAS D'ARRETE MUNICIPAL EMIS
JUGEMENT DE L'ETAT DU TERRAIN A L'ARRIVEE AU STADE DES EQUIPES
AVEC LA MUNICIPALITE ET/OU L'ARBITRE OFFICIEL / BENEVOLE**

- 9) En cas d'intempéries soudaines et importantes, si le représentant de la Municipalité ou le propriétaire du terrain privé estime que le déroulement de la (ou les) rencontre(s) risquerait d'affecter gravement l'aire de jeu, il peut après avoir recueilli l'avis de l'arbitre et des responsables des deux équipes présents sur place, en interdire l'utilisation. La décision du représentant de la Municipalité ou du propriétaire du terrain privé est présentée à l'arbitre et aux équipes, et affichée à l'entrée du stade. L'arbitre (ou le dirigeant désigné pour arbitrer) ne fait pas jouer la rencontre mais fait un rapport à la commission compétente indiquant son appréciation de l'état du terrain.

- 10) Si aucune décision n'a été prise par la Municipalité ou le propriétaire du terrain privé, et lorsque ces perturbations seront trop tardives pour en aviser à temps la commission compétente, **il appartiendra à l'arbitre désigné en concertation avec le représentant de la Municipalité ou du propriétaire du terrain privé et/ou les responsables des deux équipes, selon le cas, de décider de faire ou non jouer la rencontre.**
- 11) En l'absence du représentant de la Municipalité ou du propriétaire du terrain privé ou en cas de désaccord et en l'absence de terrain de repli, le match ne se déroulera pas. L'arbitre fera connaître son point de vue sur la feuille de match qui devra être totalement complétée et l'adressera à la commission compétente (Ligue ou District) avec copie de l'arrêté municipal ou de la décision privée ainsi qu'éventuellement un rapport complémentaire.
- 12) La commission compétente pourra donc, en fonction des situations précitées :
- donner match perdu par forfait à l'équipe ou aux équipes qui ne seraient pas présentes sur le terrain à l'heure officielle de la rencontre.
 - donner match perdu par pénalité à l'équipe recevante s'il est prouvé que l'interdiction d'utilisation du terrain a été fondée sur d'autres motifs que la préservation de celui-ci.
- 13) Les rencontres remises ou à rejouer se déroulent sur le même terrain ou sur un terrain désigné par la Commission organisatrice.
- 14) En cas de nouvelle impraticabilité du terrain, la Commission d'organisation a la faculté de procéder à la désignation du terrain du club adverse, ou à un autre lieu de rencontre en cas d'impraticabilité du terrain des deux clubs en présence. La décision doit être notifiée aux clubs intéressés au plus tard 72 heures avant la date du match. Pour des raisons tenant à la régularité des compétitions, cette modification du calendrier est insusceptible d'appel.

ATTENTION !!!

La ligue étant fermée le samedi matin, il convient aux clubs ayant des compétitions régionales de respecter la procédure indiquée dans l'article 17 des règlements Seniors & Jeunes LFPL. Les arrêtés municipaux pour des rencontres régionales qui arriveront au district de la Sarthe le vendredi après 16h ou le samedi matin, ne seront pas traités par notre centre de gestion.

Rappel : L'arrêté municipal doit :

1. être daté et signé du Maire (ou d'un adjoint)
2. Mentionner les dates d'interdiction d'utilisation du ou des terrains
3. Comporter le tampon / cachet de la Mairie